



La réingénierie de l'État et nous

Le 14 avril 2003 voyait arriver au pouvoir un nouveau gouvernement québécois. Porteur d'un discours de changements et de modernisation de l'appareil étatique, il se voulait une réponse aux souhaits de la majorité des citoyens. Une année plus tard, où en sommes nous?

Force est d'admettre que des changements il y en a eus, que des attaques contre le mouvement syndical ont été durement portées et ce n'est pas terminé. Le monde du travail a pris un tournant pro-patronal comme jamais auparavant. Aucune promesse concernant la santé n'a été tenue et les réductions d'impôts promises sont loin du compte et ont pris une allure plus que fantaisiste. La réingénierie de l'État se fait tantôt avec des charges de démolition, tantôt avec des paroles creuses. Voilà comment fonctionne ce gouvernement libéral mené par un chef ultra conservateur qui s'invente des « mandats clairs » à propos de tout et de rien. Est-ce bien là le changement que souhaitait le Québec?

Et dans tout ça, les personnes salariées de l'État, c'est-à-dire nous, devons négocier les nouvelles conventions collectives. Si vous voulez mon avis, « **ça va pas être facile** ».

La mobilisation est cependant bien enclenchée et déjà l'automne dernier a amené son lot de mouvements populaires et d'actions d'éclat qui ont fait réfléchir le gouvernement. Le mot « consultation » revient plus souvent dans le discours du premier ministre. Mais, comme disent les anglais: « talk is cheap » et il nous faudra maintenir la pression pour obliger M. Charest à négocier de bonne foi.

Rappelons-nous qu'en 2004 il faudra non seulement négocier une nouvelle convention collective mais également défendre une conception de l'État et de son rôle qui semble échapper aux élus actuels. Le néo-libéralisme conservateur qui anime le gouvernement actuel risque de coûter cher à toute la population québécoise. Nous devons donc être à l'avant-poste des combats à venir à la fois pour nos conditions de travail, mais aussi pour nos conditions de vie en général. C'est ce qu'on appelle une mobilisation sociale. Et, à ce titre, il y aura une grande manifestation le 1er mai, fête internationale des travailleuses et travailleurs. Vous trouverez, plus loin, les coordonnées concernant cet événement.

Nous devons manifester notre désaccord, nous devons démontrer au gouvernement libéral conservateur de M. Charest que nous sommes prêts à lui faire face.

DANS CE NUMÉRO :

Les propositions patronales	2
Une grève sociale	3
Le 1er mai	4
Agents de liaison	4

SOMMAIRE :

Un assemblage de copier-coller

L'identité québécoise vaut bien une journée de salaire

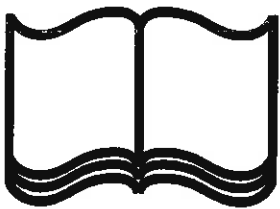
Rendez-vous à la manifestation

Une séance d'information se tiendra bientôt

Les propositions patronales

Le comité patronal de négociation qui regroupe le Ministère de l'éducation et la Fédération des commissions scolaires francophones et anglophones a enfin déposé ses propositions non-salariales pour la prochaine convention collective.

Est-ce parce qu'ils n'ont pas eu le temps de se préparer? Après tout, la convention collective est échue depuis bientôt deux ans. Est-ce parce qu'ils n'ont rien de substantiel à proposer pour résoudre les problèmes actuels et ceux qu'on peut déjà prévoir? Est-ce parce qu'ils ont négligé de lire le cahier des propositions syndicales déposé en novembre, après plusieurs mois de consultation des assemblées générales locales?



Le document déposé par la partie patronale consiste

essentiellement en un assemblage de «copier-coller» des propositions patronales des anciennes négociations. Rien de nouveau: des vieilles recettes usées et inefficaces, une augmentation des droits de gérance, la précarisation des emplois, la diminution des avantages sociaux, la dilution du plan d'effectif, etc. Il n'y manque presque le « pep-song » des « associés » de Wal-Mart en rentrant au boulot.

Nous avons fait nos devoirs. Nous avons identifié les problèmes, défini les priorités et proposé des solutions novatrices et efficaces. Nous sommes prêts à négocier immédiatement.

À la lumière du document déposé par le gouvernement et les commissions scolaires, il est évident que les patrons sont très loin d'être prêts à négocier quoi que ce soit dans un avenir prévisible.

L'exemple vient de haut. Dans ses prévisions budgétaires pour l'année 2004, le ministre des Finances, Yves Séguin, n'a strictement rien prévu pour les augmentations salariales du secteur public et parapublic et pour le règlement du dossier de l'équité salariale.

Il devient de plus en plus évident que nous sommes engagés dans une négociation marathon qui durera plusieurs mois. Le gouvernement Charest et ses partenaires patronaux montrent des signes très évidents qu'ils ne sont aucunement disposés à négocier. Pire encore, la proposition patronale détourne plusieurs articles de la convention collective pour en reporter la négociation au niveau local.

La négociation qui s'amorce sera longue et très dure. Le gouvernement Charest a déjà clairement annoncé ses couleurs: détruire les syndicats, démolir les institutions publiques, diminuer radicalement le niveau de vie des travailleuses et des travailleurs et recourir par tous les moyens et à tous les niveaux au « cheap labor » et au

patronage. Il serait illusoire et malsain de s'attendre à ce que ce gouvernement nous fasse des cadeaux et négocie des ententes à l'amiable. Nous faisons face à un gouvernement dogmatique plutôt que pragmatique.

Cette fois, nous n'entreprenons pas une négociation uniquement pour bonifier nos conditions de travail et pour augmenter nos salaires. Les enjeux sont beaucoup plus fondamentaux. Ce sont nos emplois, notre conception du bien commun et la spécificité de la société québécoise qui sont sur la table.

La lutte sera dure. Nous pouvons nous attendre à ce que le gouvernement et ses partenaires utilisent tous les moyens à leur disposition pour nous isoler, nous discréditer, nous morceler et nous déstabiliser.

Ne vous attendez pas trop à voir ou à lire des reportages objectifs et des éditoriaux favorables à nos intérêts dans les médias de l'empire Péladeau, dans les publications de Power Corporation ou à la télévision d'état. Ces gens là sont eux-mêmes des patrons et vivent grassement des commandites du gouvernement du Québec. On ne mord pas la main qui nous nourrit!

Nous aurons sûrement à choisir entre le confort illusoire et temporaire de l'indifférence et la participation active à des gestes concrets.

Une grève sociale

N'ayons pas peur des mots et appelons un chat, un chat. Laissons de côté le vocabulaire de la langue de bois si chère à nos technocrates et à nos politiciens professionnels.

La journée de grève proposée par le Conseil confédéral de la CSN sera une grève sociale.

Ce n'est pas dans nos habitudes syndicales nord-américaines de cesser de travailler pour manifester notre profond désaccord avec les politiques gouvernementales. D'ordinaire, nous faisons la grève pour dire à l'employeur « *Dans ces conditions, nous ne travaillons plus collectivement et nous refusons ton statut d'administrateur de nos conditions de travail* ».

Cette fois, c'est différent parce que le gouvernement conservateur de Jean Charest attaque nos valeurs sociales et politiques fondamentales. On ne parle plus seulement de conditions de travail. On parle du bien commun, de qualité de vie, de valeurs sociales fondamentales et de conception de la vie en société. Bref, on parle de politique au sens noble du terme.

Le gouvernement de Jean Charest tente de nous imposer un modèle de société issu directement des idéologues les plus réactionnaires de

la droite politique américaine des années 50. Ce modèle est totalement étranger et hostile à la culture politique et sociale québécoise.

Jean Charest prétend que l'impopularité historique de son gouvernement tient à ce qu'il n'a pas été « compris » par la population. Au contraire, les citoyens québécois ont très bien compris le programme qu'il improvise depuis un an et qu'il impose à l'encontre de toutes nos traditions démocratiques. Sept citoyens sur dix rejettent et condamnent les lois, les politiques et les orientations de ce gouvernement élu sous de fausses représentations.

Jean Charest et ses collaborateurs demeurent sourds aux manifestations pacifiques et polies de la société civile. Bien assis sur sa légitimité électorale et sur les règles du parlementarisme britannique, Charest continue de prétendre qu'il a été élu pour faire du « changement! ».

Il n'y a pas trente-six moyens pour ramener ce gouvernement à la raison. Il faut le talocher «là où ça fait mal». Son pouvoir repose essentiellement sur ses bailleurs de fonds et sur l'appui des financiers de Bay Street (à Toronto) et de Wall Street (à New-York). Rien n'indispose autant ces « investisseurs » que le désordre social et la contestation politique de l'ordre établi.

Une grève réunissant l'ensemble du secteur public et du secteur privé des centrales syndicales significatives envoie un message puissant et non équivoque aux vrais boss de Jean Charest: ce gouvernement sème le trouble et fragilise les investissements des compagnies. D'autant plus que cette grève sera une première historique au Québec. Nous verrons comment Jean Charest pourra tenter de justifier ses politiques devant « l'Empire Club de New-York ».

Prenons le pari qu'il en reviendra la queue entre les deux jambes, très poli, conciliant et disposé au dialogue et à la négociation avec les syndicats et les représentants de la société civile.

Même Doubleyou pourrait lui dire « Heille, Ti-Pit, écrase-toi avec tes lubies. Je n'ai surtout pas besoin de problèmes politiques dans notre colonie du Québec pendant une campagne électorale ».

Une journée de grève sociale et illégale des trois centrales et des secteurs public et privé pour ramener le gouvernement Charest à l'ordre, pourquoi pas! L'identité québécoise vaut bien une journée de salaire!

**Association professionnelle du
personnel administratif (CSN)**

6910, rue Pierre-de-Coubertin
Montréal (Québec) H1N 1T6

Téléphone : (514) 254-3503
Télécopieur : (514) 254-7872

Courriel : secretariat@appa.qc.ca

Retrouves-nous sur le Web
www.appa.qc.ca



Conseil central
DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN **CSN**



Agents de liaison

Plus de 100 personnes ont donné leur nom afin de devenir agent de liaison. Si vous n'avez pas encore nommé une personne, membre de l'APPA, comme agent de liaison pour votre lieu de travail, il est encore temps de le faire.

La procédure de nomination est simple:

Organisez une courte réunion de tous les membres de l'APPA de votre lieu de travail (personnel administratif, service de garde et surveillance de diner, s'il y a lieu), élevez un agent de liaison et, si possible, un substitut. Remplissez la fiche qui a été transmise à l'endos du tract d'affichage intitulé « Agents de liaison demandés ».

Faite parvenir la fiche au secrétariat du syndicat par courrier ou par télécopieur. Les coordonnées du secrétariat sont inscrites au haut de la page.

Une séance d'information se tiendra bientôt pour les agents de liaison que

Le 1er mai

Les centrales syndicales et les organisations de citoyens organisent une manifestation populaire pour le 1er mai, fête internationale des travailleuses et des travailleurs. Nous étions 30 000 de la CSN à Québec en décembre pour protester pacifiquement contre les lois anti-sociales du gouvernement Charest. Combien serons-nous à Montréal avec les autres centrales et les groupes populaires pour exiger un virement de cap de ce gouvernement sans bon sens?

Comme membres des deux commissions scolaires de la ville hôtesse de cette manifestation, nous nous devons d'être toutes et tous présents. L'hospitalité est une marque de respect et d'amitié envers nos collègues qui viendront des quatre coins du Québec.

vous avez nommés dans chacun des lieux de travail. À cette occasion, le document déposé par la partie patronale leur sera remis et expliqué. Par la suite, ces agents devront faire circuler le document parmi leurs collègues de l'APPA.

Les propositions patronales dites « normatives » portent sur les sujets qui sont au cœur de notre convention collective comme l'ancienneté, la sécurité d'emploi, le comblement des postes vacants, les affichages, les avantages sociaux, les vacances, etc.

Préparez vos pancartes et vos fanions et rejoignez-nous sous la bannière du syndicat. Utilisez votre imagination, vos convictions et votre humour et sortez vos crayons à colorer. Après tout, le 1er mai, c'est le printemps! Le printemps des travailleuses et des travailleurs du Québec.

La manifestation partira à 13 h de l'aréna Jean-Rougeau au parc Villeray, en face de l'école Georges-Vanier pour se diriger vers le Parc Jarry.

Réservez dès maintenant la date du 1er mai dans votre agenda, c'est un samedi.

Si vous avez des problèmes de logistique (cartons blancs et bâtons pour les pancartes), téléphonez au local du syndicat. Le comité de mobilisation pourra vous aider.

Le comité du journal:

*Ginette Allie
Érick Forget
Noëlline Foucher
François Martel
Jacqui Nugent*

*Collaborateur: Pierre Tremblay
Mise en page: Claire Cusson
Impression: Imprimerie de la
CSDM*